

Invité de BFMTV dimanche 8 mars, Dominique de Villepin a condamné l'action américaine au Moyen-Orient et a vivement critiqué la posture de la France. Il en appelle à des sanctions envers les responsables de cette guerre et propose un “principe de réparation”.

En 2003, Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Jacques Chirac, s'est illustré au cours d'un discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Avec force, il avait alors dit “non” à l'invasion de l'Irak, guerre au cours de laquelle plus de 100 000 civils ont été tués, rappelle [La Voix du Nord](#).

Vingt ans après, l'ex-Premier ministre, qui fut longtemps membre du RPR et a lancé, en août 2025, son parti “La France humaniste”, était, dimanche 8 mars, l'invité de [BFMTV](#). Interrogé au sujet de la guerre au Moyen-Orient, qui sévit depuis le 28 février dernier et les bombardements israélo-américains sur Téhéran ayant conduit à la mort du guide suprême Ali Khamenei, Dominique de Villepin a fermement condamné les actions américaines.

“Nous sommes obligés d'exiger du sérieux de la part des États-Unis”

“Il y a un moment où nous sommes obligés d'exiger du sérieux de la part des États-Unis. Cette administration n'est pas sérieuse, et je crois qu'il faut leur dire”, a-t-il notamment lancé. Avant d'ajouter : “Tous les dirigeants du monde sont partenaires et acceptent cette farce. Je crois qu'il faut prendre un peu de recul, nous Français, et examiner quelle est notre responsabilité, être à la hauteur de notre destin. (...) Il est urgent que les Européens mesurent la catastrophe décidée par Donald Trump et refusent d'y participer”.

Au sujet de [la visite d'Emmanuel Macron à Chypre](#), où une base britannique a été touchée par un drone iranien, l'ancien diplomate a estimé : “Quand il y a une crise mondiale, il est important d'être là où il le faut. Et s'il y a un endroit où devrait être le Président de

la République, c'est au Palais de l'Élysée pour coordonner l'action". "De la même façon, où aurait dû être le porte-avions français, le Charles de Gaulle ? C'est en Méditerranée, pas en Norvège. Et pas pour participer à tout ça mais pour assurer la sécurité de nos ressortissants et contribuer, uniquement, à des actions de défense", a-t-il affirmé.

Sanctions économiques, politiques, judiciaires ?

Selon lui, "la France est en train de rater le coche, de rater l'histoire. D'abord, en ne regardant pas en face ce qui est en train de se passer et en ne disant pas aux États-Unis et à Israël la responsabilité qu'ils prennent. Deuxièmement, en ne se battant pas sur le front européen pour mobiliser l'ensemble des acteurs. En Europe, c'est Pedro Sanchez [Premier ministre espagnol] qui sauve l'honneur". Dominique de Villepin a par ailleurs évoqué, au sujet des États-Unis et d'Israël notamment, la possibilité de mettre en place "des sanctions économiques et politiques", voire de "traduire les inconséquents devant les tribunaux".

Par ailleurs, il a proposé de créer une résolution à l'Assemblée générale des Nations unies, qui consisterait en "un principe de réparation". Concrètement, il propose que "tout pays qui s'engage dans une intervention illégitime, illégale, doit payer le prix de la reconstruction de ce qu'il a cassé". "Tu détruis, tu ré pares", a-t-il lancé, non sans ironie, en référence à une [précédente déclaration de l'ex-Premier ministre Gabriel Attal](#), au moment des révoltes populaires liées à la mort de Nahel.

publié le 8 mars à 18h05, Enora Foricher, 6Médias